



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt huit avril à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 avril 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 26

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Édith LEROUX donne pouvoir à Pascale GALAIS
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Eric LE FEVRE
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Arnaud LECLERRE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 28 avril 2025

M_DL250428_061

MARCHES PUBLICS - CONTRATS D'ASSURANCE - GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LE CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION - MARCHES - SIGNATURES - AUTORISATION

M.Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – Les contrats d'assurance relatifs à la flotte automobiles, Dommages aux biens, Responsabilité Civile et Risques statutaires (décès et accidents du travail), de la Ville de Montivilliers et du CCAS de Montivilliers, arrivent à échéance au 31 décembre 2025.

Aujourd'hui, il est nécessaire de lancer la procédure pour permettre le renouvellement de ces contrats au 1^{er} janvier 2026.

Pour cela, la Ville et le CCAS de Montivilliers bénéficient de l'assistance de la société PROTECTAS, Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, dans le cadre d'un groupement de commandes signé en 2023 avec la ville du Havre, la Société Publique Locale des Docks, les Centres Communaux d'Action Sociale du Havre, de Montivilliers, le GIP le Havre Croisières et la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole.

Pour mémoire, la société PROTECTAS a pour mission de nous assister dans l'élaboration du programme d'assurance à souscrire, la rédaction des dossiers de consultation et des pièces contractuelles ainsi que dans l'analyse des offres et le choix du ou des attributaires, en étroite collaboration avec le service assurances de la communauté Urbaine le Havre Seine Métropole.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, les besoins de la Ville de Montivilliers et du CCAS de Montivilliers sont réunis dans un seul et même dossier de consultation.

Le dossier de consultation sera alloté de la façon suivante :

Lot n°1 : Dommages aux biens et risques annexes

Lot n°2 : Responsabilité Civile

Lot n°3 : Flotte automobile et risques annexes

Lot n°4 : Risques statutaires du personnel

A l'issue de la procédure lancée en appel d'offres ouvert, les marchés seront signés pour une durée ferme de 5 ans et sont estimés annuellement à (estimations basées sur les cotisations 2025) :

Lot n°1 : Dommages aux biens et risques annexes : 166.949,77 euros TTC

Lot n°2 : Responsabilité Civile et risques annexes : 11.954,08 euros TTC

Lot n°3 : Flotte automobile et risques annexes : 71.620,49 euros TTC

Lot n°4 : Risques statutaires du personnel : 71.899,40 euros TTC

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la commande publique et notamment les articles L. 2113-6 et suivants,

VU le projet de convention de groupement de commandes

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSIDÉRANT

- Que les dispositions des articles L.2113-6 L.2113-8 du Code de la Commande publique prévoient la possibilité de créer des groupements de commandes ;

- Qu'il est nécessaire de lancer une procédure en appel d'offres ouvert commune pour la ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires pour les contrats d'assurance à venir.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **De conclure** une convention de groupement de commandes entre la ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers, portant sur la passation des contrats d'assurance pour la Ville et le CCAS de Montivilliers,
- **D'autoriser** le Maire à signer avec le CCAS de Montivilliers la convention constitutive du groupement de commandes ;
- **D'autoriser** le Maire à lancer les appels d'offres ouverts relatifs à la passation des marchés concernant les contrats d'assurance pour la ville de Montivilliers et pour le CCAS de Montivilliers
- **D'autoriser** le Maire à signer les marchés propres à la Ville de Montivilliers avec les sociétés qui seront désignées à l'issue de la procédure de consultation publique.

Imputation budgétaire

Exercice pluriannuel – maximum 5 ans - Budget principal de la Ville

Montants annuels prévisionnels :

Lot 1 : 6168-01 : 166.949,77 € TTC

Lot 2 : 6161-01 : 11.954,08 € TTC

Lot 3 : 6455-01 : 71.620,49 € TTC

Lot 4 : 6455-01 : 71.899,40 € TTC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 31

Contre : 0

Ne participe pas au vote : 1

Nicolas SAJOUS

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

